LA PRODUCTION DES CARTES COMMUNAUTAIRES DES RISQUES ET DES RESSOURCES DANS LE CADRE DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Cartes des Risques et des Ressources de l'Oasis de Gafsa (Tunisie)
Réalisée par les jeunes du Club UNESCO-ALECSO

Présentation

L'élaboration d'une analyse collective des besoins et problèmes d'une communauté donnée, en quête d'actions pour améliorer ses conditions de vie, peut être réalisée au moyen d'une méthodologie très simple, pratique et facilement reproductible. Celle-ci consiste en la production, par la communauté, d'une *Carte de risques et ressources*, utilisée en tant que base pour faciliter le dialogue et le processus de collaboration entre les différents acteurs et institutions responsables, dans la quête d'actions communes pour résoudre les problèmes considérés prioritaires.

Pour appliquer la méthodologie des *Cartes* dans une communauté, l'on développe quatre étapes essentielles: l'on organise l'échange d'expériences, qui sert également à recouvrer la mémoire historique de la communauté; l'on réalise une enquête de terrain pour situer sur une carte les risques identifiés et les ressources effectivement disponibles pour faire face à de tels risques; l'on définit les projets en vue de résoudre les problèmes prioritaires identifiés et pour réduire les risques et la vulnérabilité de la communauté; l'on met en œuvre les projets avec la contribution du secteur public et des acteurs sociaux et l'on recherche les ressources complémentaires qui font défaut. Dans ce processus concret des projets identifiés représente une étape indispensable pour arriver à renforcer les tendances participatives et démocratiques des gens et leur confiance dans les institutions.

La méthodologie des *Cartes de risques et ressources* est un instrument pour les programmes de développement, pour promouvoir la participation des communautés aux processus en cours. Ce guide a pour finalité de promouvoir encore davantage son utilisation dans tous les pays, dans le cadre des activités de planification locale et vise également à réaliser de manière courante les actions qui pourraient faciliter la participation des communautés.

La méthodologie a été utilisée depuis longtemps dans le cadre de la coopération internationale. L'Organisation Mondiale de la Santé et la Panamerican Health Organisation ont adopté cette méthode pour préparer les communautés à faire face aux urgences. Le Manuel "*Le Personnel Local de Santé et la Communauté Face aux Catastrophes Naturelles*", édité en 1989 par l'OMS en collaboration avec la Ligue de la Croix-Rouge présente les Cartes de Risques et Ressources en tant que l'un des instruments de la stratégie de prévention des catastrophes. De même la Direction OMS ERO/EPP, en collaboration avec le Centre Européen OMS pour l'environnement et la santé, basé à Rome, et le CIRI, dans le cadre du Projet D.A.R.E (Development of Appropriate Response for Emergencies - *Développement de Solutions Appropriées pour les Urgences*) a élaboré un guide pour la production des Cartes de Risques et Ressources.

Les Cartes de Risques et Ressources ont été utilisées pour la première fois dans les années 1970 en Europe, dans le cadre des expériences de médecine critique du travail. Les médecins du travail, en collaboration avec les organisations des travailleurs, utilisaient cette méthode pour analyser et valider de manière participative les facteurs de risque au sein des communautés qui vivaient aux alentours des usines et pour identifier les initiatives nécessaires pour réduire l'incidence négative des facteurs de production sur les conditions de vie et de santé de la population.

En Colombie et au Salvador, en collaboration avec l'OMS et diverses entités de coopération, les Ministères de la Santé ont édité des manuels de Préparation communautaire face aux urgences présentées dans cet instrument. Des programmes de prévention des urgences avec la méthodologie des Cartes furent réalisés dans le Département du Tolima (Colombie), dans la Région de Port Antonio (Jamaïque), dans la Province d'Albay (Philippines) et dans les Municipalités de S. Marcos et S. Jacinto (Salvador).

Les Programmes des Nations Unies pour le Développement Humain réalisés dans des pays d'Afrique, d'Amérique Latine et des Balkans, ont adopté cette méthode depuis le début des années 90, en l'adaptant pour accompagner le processus d'analyse participative des besoins d'une communauté et de formulation des projets qui permettraient de solutionner les problèmes identifiés. Cette méthodologie a été utilisée avec grand succès également dans les communautés affectées par les conséquences du conflit. Dans les communautés de Bosnie-Herzégovine et des pays d'Amérique Centrale, ces activités ont contribué à renouer des relations entre les différents groupes sociaux et à mettre en place les conditions d'un dialogue nécessaire à la reconstruction sociale et économique.

Le succès rencontré dans l'application des Cartes vient du fait que la méthode adoptée inverse les mécanismes actuels verticaux d'intervention et valorise le rôle des communautés dans l'analyse des besoins et des solutions les plus opportunes et culturellement adéquates. Les autorités et les institutions locales jouent un rôle important dans l'accompagnement des processus de production des Cartes et de réalisation des projets qui solutionnent les problèmes identifiés, créant ainsi des relations davantage constructives entre la population et les institutions. Le concept de 'Communauté' implicite dans cette méthode ne se réfère pas uniquement à la population, mais comprend tous les acteurs locaux : institutions et administrations publiques, services, écoles, associations actives du territoire, syndicats, secteur privé.

L'approche adoptée par la méthodologie des *Cartes* consiste à réaliser des actions capables de bénéficier à tous les interlocuteurs impliqués et à favoriser la médiation entre eux lorsque cela s'avèrera nécessaire. Le thème de la *programmation négociée*, très peu valorisé dans les pratiques traditionnelles de coopération, joue un rôle important dans la méthodologie des *Cartes*. Lorsqu'il existe de nombreux acteurs sur le terrain, la décision relative à une solution ou une autre décision relative à un problème identifié implique toujours un processus de négociation entre les intérêts des uns et des autres.

Les autorités et les institutions, les experts, les associations locales et les groupes organisés de la population ont normalement des visions différentes aussi bien des problèmes que de ce qu'il convient de faire. Ce qui se passe normalement c'est que ce sont les experts, en accord avec les institutions, qui identifient le problème et la solution, et appliquent ladite solution en gérant le consensus de la population. Dans d'autres cas, des experts très motivés pour écouter la population, finissent par formuler des projets et initiatives ne présentant pas une grande durabilité ou qui s'avèrent être parfois inefficaces. Les listes de besoins communautaires sont très connues par le monde de la coopération internationale et donnent difficilement lieu à des processus de développement.

La méthode des *Cartes* prévoit toujours la négociation entre les experts et les trois acteurs fondamentaux d'une communauté: les citoyens, les organisations issues de la population et les institutions locales. De cette manière, il est possible d'identifier des solutions qui soient à la fois durables du point de vue social, technique, économique et culturel.

Un autre aspect méthodologique important est que les acteurs mentionnés s'orientent vers la recherche des causes des problèmes et la quête des solutions qui s'avèrent être les plus structurelles possibles. A cette analyse contribuent les techniciens et les experts, mais l'histoire d'une communauté révèle normalement beaucoup d'éléments qui servent à identifier les origines des problèmes actuels et également des solutions positives adoptées dans le temps et abandonnées par la suite. L'analyse de l'histoire d'une communauté en rapport avec les urgences naturelles, par exemple, permet d'évaluer la mémoire et le savoir collectif en vue de la prévention des risques futurs. Et enfin, une bonne application des *Cartes de risques et ressources*, permet de trouver des solutions dans le cadre de la culture spécifique d'une communauté locale, en valorisant son patrimoine humain, matériel et immatériel.

Les Cartes dans les programmes de développement territorial

Les Cartes de Risques et Ressources sont utilisées normalement dans le cadre des programmes de développement territorial. Ces programmes peuvent réserver des ressources financières à la réalisation des projets identifiés avec la méthodologie des Cartes, en vue d'apporter une réponse rapide aux problèmes identifiés et de créer un climat positif de changement.

En particulier, les Cartes s'avèrent être très utiles pour accomplir les étapes et finalités suivantes des Programmes:

- dans les phases de mise en marche, pour impliquer les communautés dans la production du premier Plan d'Action. Les Cartes permettent de promouvoir la participation la plus large de tous les groupes de la population à l'identification des problèmes et des solutions, qui se traduisent par des projets d'impact local qui deviennent partie du Plan. Alors que le processus le plus complexe de programmation est réalisé au niveau régional et municipal, les communautés réalisent des exercices de programmation plus spécifiques de projets locaux. De cette manière, le Programme offre un terrain concret d'expérimentation des méthodologies participatives et encourage les acteurs locaux à s'impliquer dans l'ensemble du processus de développement. Une autre valeur ajoutée importante consiste dans la possibilité qu'offre cette méthode d'analyser de manière qualitative les problèmes du territoire. Les experts et les techniciens qui gèrent un Programme acquièrent une vision plus élaborée des problèmes, lorsque c'est la population qui les définit de son point de vue.
-
- dans les activités courantes d'un programme, pour arriver à un processus de développement intégral des communautés qui ont un accès moindre aux services et aux opportunités. Dans la programmation au niveau régional et municipal, l'on identifie toujours les territoires à risque ou en situation d'isolement, et ayant des indicateurs élevés de pauvreté. Dans ces communautés, il est nécessaire d'apporter des réponses intégrées aux besoins et surtout de promouvoir une meilleure organisation locale, pour que les acteurs sociaux puissent mettre à profit les potentialités de développement existantes. La méthodologie des Cartes permet de développer une meilleure organisation locale et une nouvelle participation éminente de la communauté à la résolution de ses problèmes, en collaboration avec toutes les institutions mobilisées au niveau régional et municipal.

- dans les activités courantes de développement, lorsqu'il sera nécessaire d'analyser et d'identifier les risques et solutions relatifs à des sujets spécifiques. La méthodologie des Cartes peut s'avérer très utile dans la préparation des Plans Locaux d'Urgence, dans la préparation de Plans concertés pour la gestion des risques et les ressources environnementales, pour la récupération d'un centre historique, pour la réduction de la vulnérabilité des groupes à risque, ou autres sujets prioritaires pour le développement des territoires spécifiques. Dans ces cas, l'analyse des risques et ressources tourne autour d'un thème spécifique, mais l'approche continuera d'être intégrale, car dans une communauté on constate une présence toujours évidente des aspects d'interdépendance aussi bien des risques que des facteurs du développement. Cette approche intégrale élaborée au niveau communautaire peut constituer un bon élément dissuasif par rapport aux visions sectorielles et spécialisées qui caractérisent normalement l'action des experts

Risques du bâti

Cette présentation de la méthodologie de production des *Cartes de Risques et Ressources*, se réfère à ses aspects de base et communs. Dans l'application pratique, chaque groupe de travail régional ou municipal devra définir la finalité spécifique des Cartes dans le cadre du processus qu'il est en train d'animer, et adapter par conséquence la méthode à ses objectifs. De même, la méthodologie est présentée dans sa séquence logique, mais dans son application pratique de nombreuses activités peuvent être réalisées de manière simultanée, selon les opportunités présentées par la situation en question.

Organisation du travail et ses animateurs

Les Programmes de développement territorial sont mis en oeuvre normalement à travers des groupes de travail participatifs, au niveau régional et municipal, qui se chargent de produire les stratégies et les plans de développement local. Les Cartes sont utilisées dans le cadre de ces groupes de travail, en tant qu'instruments pour faciliter la participation active des acteurs sociaux aux processus de programmation et gestion du développement.

Chaque groupe de travail identifie les Communautés où il est prioritaire de réaliser une activité participative et intégrée de l'analyse des besoins et de formulation des projets ayant un impact. Par Communauté l'on entend une zone territoriale déterminée, suffisamment petite pour permettre un large processus participatif, comme peut l'être un quartier ou hameau.

L'étape suivante consiste en la mise en place des Comités pour la réalisation des Cartes dans les Communautés élues. Chaque Comité doit être le plus représentatif possible de l'ensemble des acteurs locaux: autorités formelles et traditionnelles, personnel des services publics (écoles, services de santé et autres), associations à but non lucratif, associations de production, syndicats et autres groupes organisés.

Les groupes de travail chargeront ces Comités de planifier et conduire les activités de production et utilisation des *Cartes de Risques et Ressources*. Dans la conclusion du processus, l'ensemble des Cartes des Communautés converge vers les plans de développement municipaux et régionaux et les projets identifiés seront insérés dans le plan d'action qui définit l'utilisation des ressources du programme. Le Comité identifie de manière concertée une personne qui aurait la fonction de coordonner l'ensemble du travail de production de la Carte. Il est important que le *Conducteur* soit une personne reconnue par la communauté et qu'il dispose de la capacité d'animer un processus participatif, en l'orientant du point de vue technique, mais sans imposer sa vision aux participants.

Dans la phase organisationnelle initiale, l'on définit la *base opérationnelle* dans laquelle l'on réalisera les travaux de production progressive des instruments: la Carte de la communauté, les symboles, les légendes, etc. La *base opérationnelle*, située dans une institution locale ou dans un lieu de rencontre reconnu par les gens, peut être équipée progressivement avec les matériaux qui résulteraient du travail, tels que les panneaux de photos, des cartes spécialisées servant de référence, et autres. De cette manière, l'on établit un espace où les groupes sociaux peuvent tenir des réunions et recevoir des informations sur les activités en cours.

Première étape. L'échange d'expériences, la récupération de la mémoire historique et la production de la Carte de base

L'analyse des risques

Le Comité commence son travail par promouvoir un large débat au sein de la communauté, pour arriver à l'identification préliminaire de ses risques et ressources. Il organise une première réunion à laquelle sont invités à participer tous les groupes sociaux de la communauté. Le lieu choisi pour les réunions générales doit être accessible à tous les groupes de la population. Au cours de la première rencontre, le conducteur présente l'ensemble des activités de production de la Carte, la finalité et la méthodologie du travail. En conclusion, il conviendra de définir d'un commun accord le calendrier d'activités, les modalités de travail en groupes homogènes et les engagements de chaque participant.

Le calendrier prévoit une série de rencontres pour l'identification préliminaire des risques de la communauté. Les rencontres, qui permettent un échange d'expériences entre les participants, doivent se dérouler dans un climat de simplicité pour permettre à tous d'exprimer leur opinion. La fonction du conducteur est de faciliter la participation active de tous et, dans le même temps, stimule la discussion de telle sorte que les participants soient confrontés au plus grand nombre de facteurs relatifs à la qualité de la vie au sein de la communauté. Dans le cadre de cette tâche, les participants signaleront, selon leurs priorités, les

problèmes les plus importants qu'ils vivent, qu'ils doivent affronter et résoudre.

Dans la première discussion, il est nécessaire d'orienter les groupes pour l'identification des risques qui affectent la vie courante et les risques relatifs aux situations extraordinaires, tels que l'effondrement du toit de l'école, une inondation ou la survenue d'une maladie. Le conducteur prend note des problèmes identifiés sur un panneau que tous peuvent voir.

Pour entamer le travail, il est utile de partir d'une première discussion large et spontanée au sujet des risques que les différents groupes des acteurs identifient comme étant prioritaires. Un groupe d'ouvriers peut être incité à procéder à une analyse des risques de l'usine où ils travaillent, et leur liste est différente de celle élaborée par un groupe de maîtresses de maison, plus intéressées par la situation du quartier, milieu dans lequel se déroulent leurs activités. Et pour un enfant, un chien sauvage dans la rue est perçu comme risque, et évalué de la même manière qu'un adulte évaluerait un câble d'électricité sur sa maison.

La première liste de risques

Au cours de nouvelles rencontres organisées par le Comité, chaque groupe d'acteurs sociaux impliqués indique une liste de risques et de ressources qui reflète ses caractéristiques, intérêts et conditions de vie, ainsi que son niveau d'information et capacité critique. Au fur et à mesure que se déroule le débat, sous

forme d'assemblée ou en groupes homogènes, il est possible de commencer à identifier les *grandes catégories de risques* de la communauté et de les annoter dans une première liste.

Dans ce travail, le conducteur joue un rôle important pour attirer l'attention sur les catégories de risques qui ne sont pas évidents, peut-être parce que les gens sont habitués à de tels risques ou parce qu'ils estiment ne pas être en mesure d'affronter de tels risques.

Il est très utile d'orienter la discussion, par exemple, sur l'expérience passée de la communauté face aux accidents et risques de catastrophes. L'expérience passée en matière de risques (environnementaux, naturels ou d'un autre type) qui se sont transformés en catastrophe, constitue un fait commun qui concerne tout le monde, et son analyse permet d'identifier de nombreux éléments importants: la capacité de la communauté à y faire face, le niveau d'information dont elle dispose, les interlocuteurs municipaux, régionaux et nationaux impliqués dans la prévention et résolution des problèmes posés. Ce type de débat permet d'identifier la vulnérabilité de la communauté face à des risques fréquents et dans le même temps d'évaluer son niveau d'information et l'efficacité des institutions responsables.

Dans les diverses listes élaborées, se trouvent fréquemment des catégories de risques telles que:

- manque d'assainissement environnemental (ordures, eaux usées sanitaires, écoulements, rejets industriels);
- carence de services de base (lumière, eau, centres de santé, écoles);
- manque d'hygiène: dans la maison, dans les marchés, et dans les rues;
- présence d'animaux porteurs de maladies (rongeurs, insectes) ou proximité d'abattoirs avec fabriques d'aliments;
- habitudes alimentaires erronées (alimentation avec une carence de vitamines ou protéines et mal équilibrée);
- manque de vaccinations;
- utilisation d'eaux et d'aliments contaminés.

Le groupe élabore ainsi une liste de risques relatifs à des événements extraordinaires (phénomènes naturels ou provoqués par l'homme) qui à un moment donné peuvent l'affecter, en considérant les structures présentant un plus grand danger: par exemple, les réservoirs de combustibles et autres matériels inflammables, le degré de vulnérabilité des structures collectives (tels que les édifices publics, les résidences en copropriété), et des infrastructures, tels que le système électrique, les voies d'accès, les canaux d'eau de pluie, l'évacuation des ordures et autres.

Un autre élément vers lequel il est important d'orienter la discussion consiste en l'identification des groupes de population les plus exposés aux risques, tels que les personnes du troisième âge, les handicapés, et les personnes en situation de pauvreté extrême. Ces groupes nécessitent une attention particulière de la part de la communauté qui doit apporter une réponse à leurs besoins. Leur marginalisation est en règle générale le produit de nombreux facteurs, mais est toujours indicatrice de la nécessité de réaliser des actions pour les intégrer dans la communauté par le biais des services et surtout en faisant la promotion des valeurs de la solidarité.

Le travail de production des Cartes doit toujours prendre en considération les aspects de vulnérabilité sociale, en orientant le Comité vers l'identification des groupes se trouvant le plus sans défense devant les risques. La reconnaissance de ces groupes est importante pour pouvoir identifier également les ressources et les actions nécessaires pour améliorer leurs conditions de vie.

Les risques peuvent être de différentes catégories: permanentes et accidentelles, comme par exemple la proximité par rapport à une rivière qui provoque des inondations récurrentes ou une épidémie de malaria; collectifs ou individuels, comme des dangers en danger, l'explosion de combustibles, un incendie ou le manque d'aliments.

Vulnérabilité et indicateurs qualitatifs

Physique

- Les édifices historiques du centre urbain (église, municipalité, centre social) nécessitent des travaux urgents de restructuration
- Les anciennes habitations du centre sont en train d'être remplacées par des structures standardisées en ciment.
- Le centre historique nécessite des travaux urgents sur le réseau d'égouts et écoulement et un nouveau revêtement

Sociale

- Progressive diminution et dégradation des espaces sociaux sur la place principale et dans les rues pour la vie collective
- Manque d'espaces protégés pour les jeux des enfants
- Absence d'un plan de restructuration du centre historique et d'organisation communautaire pour sa revitalisation

Culturelle

- Le patrimoine des anciens édifices collectifs est en train d'être détruit, ainsi que l'histoire de la communauté
- La population ne dispose pas d'entreprises qui produisent les matériaux traditionnels de construction
- Le patrimoine en termes de savoir des anciens métiers est en train de se perdre.
- Dans les écoles il n'est pas permis aux enfants de parler la langue locale et il n'y a pas de programmes pour valoriser les aspects de la culture locale.

L'absence ou précarité en matière de défenses d'une communauté face aux risques qu'elle court, déterminent le *niveau de vulnérabilité physique, sociale et culturelle*, qui peut être défini à travers des indicateurs qualitatifs. A titre d'exemple, le schéma ci-contre présente certains indicateurs qualitatifs de risque en relation avec le sujet de la dégradation d'un centre urbain.

Des groupes différents, mêmes appartenant à la même communauté - s'ils appartiennent à des groupes différents d'âge, de culture, de classe sociale, de lieu géographique - sélectionnent des risques prioritaires différents. Ces priorités qui reflètent les besoins réels et la conscience du groupe, doivent être respectées par le conducteur, puisqu'elles seront la base des futures actions à développer.

A la fin de cette étape, l'on définira les grandes catégories de risques, qui reflètent la contribution de tous les participants. Les listes de risques seront placées sur des panneaux exposés, afin que tout le monde puisse exprimer son avis.

L'identification des symboles

Au cours du travail de production de la liste de risques, le Comité établit également les symboles conventionnels qui les identifient. Il s'agit toujours de symboles clairs et simples, qui peuvent être compris immédiatement par tous les interlocuteurs. La simplicité des symboles constitue un élément important de la méthode, car elle permet aux gens, conformément à leur perception, d'établir son propre langage graphique pour décrire et indiquer ce qu'ils trouveront sur leur parcours. Les photos montrent des exemples de légendes de Symboles identifiés dans les différentes expériences de production des Cartes.

L'analyse des ressources

Une fois les risques identifiés, il est nécessaire que le groupe se demande quels sont les moyens dont il pourra disposer pour affronter les risques en question dans une logique de développement. Il ne s'agit pas de discuter uniquement des ressources déjà existantes et disponibles dans la communauté, car le groupe échange également des informations sur ce qui pourrait augmenter sa capacité d'intervention.

Le premier résultat de cette analyse sera la réalisation d'un inventaire actualisé des ressources dont la communauté dispose: humains, matériels, techniques et financiers.

Le travail collectif dans la recherche de ses ressources et des possibilités concrètes et réalisables de faire face aux problèmes, renforce un sentiment positif et actif dans les personnes impliquées et les motive pour entreprendre ensemble, sans attendre d'aide de l'extérieur, des initiatives et actions sociales.

Dans cette perspective, l'analyse doit également être élargie en considérant les catégories de ressources qui se réfèrent au patrimoine immatériel de la communauté: histoire et patrimoine d'édifices anciens, spécificités de patrimoine mineur de l'habitat, culture, art et musique, valeurs traditionnelles, et autres.

Le deuxième résultat est la liste des ressources manquantes et que la communauté se propose de mobiliser, en collaboration avec le Comité et avec les Groupes de Travail. Il est très important que l'on n'exclue dans cette recherche aucun domaine relatif au développement de la communauté. Ce travail, cependant, doit non pas être réalisé avec un inventaire générique, mais doit au contraire être orienté vers les possibilités de résolution des risques identifiés. A la fin du travail, l'on produit les listes des ressources identifiées, qui seront exposées sur les panneaux.

L'identification des symboles des ressources

Au cours de ce travail pour la production de la liste de ressources, le groupe établit des symboles conventionnels qui les identifient. Les photos montrent des exemples de Légendes de Symboles identifiés dans différentes expériences de production des Cartes.

La production de la Carte de base de la communauté

A ce stade du travail, pendant que l'activité d'identification de risques et ressources se poursuit, dans la *base opérationnelle* le Comité produit une carte détaillée de la communauté et de ses environs. La Communauté doit apparaître avec toutes ses rues, places et lieux.

Selon le niveau technologique disponible, cette carte peut être produite au moyen d'un ordinateur puis portée à une échelle plus grande. L'on peut également photocopier une carte déjà disponible chez les services municipaux. Dans certaines situations, les cartes ont été dessinées directement par les jeunes ou les enfants de l'école.

Sur la Carte l'on place les symboles des risques et ressources, dans les lieux appropriés. Cette Carte constitue un produit préliminaire qui sert à réaliser la phase d'enquête de terrain. Quelle que soit la technologie utilisée, il conviendra de reproduire ces Cartes de base en plusieurs copies, pour qu'elles puissent être utilisées par les différents groupes dans les enquêtes de terrain.

Un schéma pour l'inventaire des ressources

A titre de référence, le travail visant à identifier les ressources de la communauté, peut suivre le schéma suivant :

- Institutions de gouvernabilité: Municipalité, Conseil, autorités formelles et traditionnelles, associations de la société civile; médias (journaux, radios); systèmes de communication avec
- les institutions municipales et régionales; systèmes d'alarme; etc.
- Services publics: approvisionnement en eau, électricité, égouts, transports, téléphone et autres systèmes de communications, collecte et traitement des ordures; etc.
- Services de santé: centres de santé, programmes de santé de base, système d'urgence, ambulances, disponibilité de médicaments, programmes et services d'aide aux groupes vulnérables; etc.
- Services éducatifs: écoles de différents niveaux, centres de formation professionnelle, disponibilité des matériels didactiques, etc.
- Développement économique: disponibilité d'aliments de base et de marchés locaux, chaînes de production importantes, associations de producteurs, entreprises, usines, services et programmes offerts par les institutions municipales et régionales, etc.

Seconde étape. L'enquête de terrain

Une fois la première phase du travail conclue, le Comité s'organise pour réaliser l'enquête de terrain dans les lieux mentionnés au cours des réunions, pour vérifier les risques et les ressources définis dans la Carte. L'enquête de terrain a également pour finalité d'impliquer dans les activités la population qui n'a pas participé aux réunions et surtout la population la plus vulnérable. Les visites permettent de comparer l'information surgie au cours des réunions avec l'expérience des gens en rapport avec les risques et les manières de les résoudre.

Pour réaliser les activités d'enquête de terrain, le Comité peut également identifier un groupe d'animation spécifique, qui dispose de la capacité de mobilisation et d'une reconnaissance au sein de la communauté. De toute manière, le groupe d'animation devra être guidé par le Conducteur nommé par le Comité, pour garantir que le travail s'inscrive dans le cadre de la méthodologie définie, que les différentes institutions participent lorsque leur contribution sera exigée, et que les résultats soient assumés par le Comité.

Les groupes homogènes

Pour réaliser l'enquête, l'on organise les groupes homogènes d'acteurs sociaux exposés aux mêmes risques: les ouvriers d'une usine, les élèves d'une école, les agriculteurs d'un secteur rural, les retraités, et autres. Ces groupes peuvent être intéressés par l'évaluation des risques et ressources de zones spécifiques, pour élaborer des cartes spécifiques d'un quartier, d'un lycée ou d'une usine. D'autres groupes peuvent s'intéresser à l'évaluation des risques et ressources dans un seul aspect de la vie collective, comme, par exemple, du système d'évacuation des ordures ou du système de distribution des aliments.

Ils peuvent ainsi réaliser une Carte dans laquelle sont indiqués les points dans lesquels la collecte d'ordures n'est pas réalisée et où les personnes jettent des ordures en dépit des normes d'hygiène; ou bien produire une carte qui offre un cadre pour les conditions d'hygiène des différents points de vente des aliments et qui puisse servir de guide des produits présents sur le marché, pour utilisation par les consommateurs. Ces groupes homogènes sont les unités opérationnelles de ce stade du travail et auront une fonction importante également au moment de définir et gérer les projets concrets qui permettent de résoudre les problèmes rencontrés. Pour permettre une participation effective de tous, il vaut mieux réaliser l'enquête en petits groupes. De cette manière il est possible de maintenir éveillés l'attention et l'enthousiasme, permettant ainsi à chaque groupe participant de disposer d'une tâche spécifique dans le travail d'élaboration de cartes de l'espace qui l'entoure et lui appartient. Chaque petit groupe doit avoir un animateur qui l'accompagne, qui pourrait simplement être une personne expérimentée. Avec cette stratégie, il sera possible de réaliser des cartes de zones très grandes, comme celle d'une ville, et dans le même temps d'impliquer dans l'activité un groupe nombreux comme, par exemple, tous les étudiants d'un collège.

Un groupe homogène peut être constitué d'élèves et d'enseignants d'une ou plusieurs écoles, d'une équipe de professionnels de la santé et des services sociaux. Chaque groupe utilise la Carte pour identifier les risques et les ressources d'un quartier, en impliquant les familles, les commerçants, les petites entreprises et les autres interlocuteurs. Les travailleurs de la santé peuvent jouer un rôle très important pour atteindre les personnes, familles, groupes isolés ou marginalisés, et pour représenter leurs besoins.

Le produit de l'enquête de terrain peut consister en différentes Cartes, thématiques et territoriales, qui, à la fin seront synthétisées dans une Carte unique pour affronter la phase suivante d'analyse et de programmation. Avant de commencer les visites, le plan d'activités et les lieux sont définis avec chaque groupe. L'on choisit les heures du jour les plus opportunes pour pouvoir trouver les gens.

Les groupes visitent les zones où sont concentrés les risques, ce qui permet l'observation et la vérification sur le terrain, et la quantification et le positionnement sur la Carte des éléments déjà identifiés précédemment. Le groupe trouvera de nombreux éléments facilement sur son chemin, mais d'autres se révéleront uniquement à travers le témoignage des habitants. Pour recevoir ces informations, les groupes réalisent des entretiens par le biais du porte à porte, en posant des questions relatives au risque considéré et aux ressources correspondantes. Par exemple, si le risque identifié se réfère à la mauvaise qualité des constructions, les groupes peuvent demander:

- de quel type de services ils disposent dans la maison: eau, lumière, service sanitaire;
- s'il existe dans la zone un réseau efficace d'égouts et d'amenée des eaux
- quelle difficulté ils rencontrent au moment d'utiliser les services publics.

Le groupe, au cours de ses activités, prépare les questions qu'il souhaite poser aux habitants au sujet des différents aspects considérés. Le fait de sortir ensemble, pour connaître l'espace de la vie quotidienne, en identifiant les risques et ressources pour les marquer sur les Cartes, est un moment important car il produit un saut qualitatif dans la perception de la réalité depuis le privé jusqu'au collectif, depuis l'inéluctable jusqu'à la recherche de solutions.

Toute forme de créativité qui augmente la participation des composantes du groupe doit être acceptée et encouragée. La découverte de l'environnement se transforme en jeu consistant à réinventer un espace, ce qui mène à un changement de perspective de soi-même dans cet espace. Chacun est pour un instant un explorateur sur son propre territoire. Entrer dans les maisons, parler avec les gens pour s'informer, sert non seulement pour disposer d'informations correctes et plus importantes, mais également pour établir des relations avec un grand nombre de personnes.

Le fait d'avoir à sa disposition un appareil-photo peut être utile pour prendre des photos des risques et des ressources particulièrement significatifs. Les photos peuvent être partagées en les exposant sous forme de porte-affiches, journaux muraux, projections dans les lieux publics.

L'emplacement des symboles sur les Cartes

Chaque groupe, à travers la recherche sur le terrain et en organisant des séances de travail spécifiques, positionne sur la Carte les symboles des risques et des ressources qui résultent de la consultation, en complétant et rectifiant les informations précédentes. De ces activités peuvent résulter des priorités qui n'auraient pas été envisagées et qui seront annotées pour la discussion collective.

Au cours de cette phase du travail,

l'on élabore ainsi les diverses Cartes partielles qui, dans le cadre d'une étape successive, formeront une Carte unique et complète. Mais toutes les Cartes thématiques et territoriales élaborées sont importantes et pourront trouver une utilisation spécifique à l'avenir. Les Cartes thématiques pourront être utilisées pour réaliser et superviser des projets spécifiques de développement (gestion d'ordures, système de production et distribution d'aliments, mise à niveau d'une école, etc.). Les cartes territoriales pourront être utilisées pour réaliser et superviser des projets qui intéressent spécifiquement un quartier ou une partie du territoire.

La production de la Carte intégrale

Chaque Comité produit la Carte intégrale du territoire d'intérêt, sur la base des informations des Cartes thématiques ou des Cartes des Communautés spécifiques. La synthèse est effectuée de manière collégiale. L'on produira et exposera également tous les matériaux, mentionnés précédemment, qui pourraient contribuer à la discussion avec les priorités: panneaux avec des photos des différents risques identifiés et documentés, vidéos et documents écrits relatifs aux différents thèmes considérés.

Les Cartes produites de cette manière n'ont pas la prétention d'être des instruments spécialisés et "scientifiques". Elles ne se substituent pas aux cartes spécialisées, mais sont dans le même temps quelque chose de plus, car elles représentent le résultat d'un travail collectif et constituent un instrument important pour développer des activités communautaires de discussion et d'évaluation des risques et des solutions possibles.

Il est important d'impliquer dans le travail de production des Cartes les entités techniques qui disposeraient d'études, d'informations, de cartes spécialisées relatives aux différents risques spécifiques identifiés par la communauté. Ces informations vont être très utiles au moment de la discussion collective au sujet des solutions à programmer. De toute manière, l'apport des experts doit constituer une contribution au processus et compléter le travail de la communauté, sans le dévaloriser. Bien au contraire, ces entités techniques pourront mieux déterminer les stratégies de leurs actions à travers la connaissance des caractéristiques socioculturelles de la communauté, qui s'obtient uniquement *in situ*, au sein de la population intéressée et avec la participation de celle-ci.

Les Cartes thématiques peuvent s'avérer très utiles à l'avenir pour la programmation et la réalisation de actions spécifiques. A titre d'exemple,

une Carte communautaire concernant le sujet des urgences, permettra, en cas de catastrophe, de vérifier rapidement la situation dans tous ses aspects et, sur la base des points considérés comme étant à plus forte vulnérabilité, d'organiser mieux les priorités et de renforcer les structures au niveau de secours et autres opérations. En outre, grâce à l'indication des lieux où sont disponibles les ressources, il sera plus facile de les situer et de les utiliser rapidement. Au siège du Comité, toutes les Cartes et les documents d'appui sont exposés pour faciliter la discussion et offrir des éléments d'information aux institutions invitées et aux groupes qui n'ont pas encore participé aux travaux.

A Cuba, le Bureau de l'Historien « Oficina del Historiador » de la Vieille Havane gère le Schéma Directeur pour la réhabilitation du centre historique, déclaré Patrimoine de l'Humanité par l'UNESCO. Le Plan envisage des stratégies et des activités très complexes de réhabilitation urbaine et le Bureau dispose des instruments informatisés les plus avancés pour la collecte et gestion des informations. Cependant, la philosophie de travail du Bureau considère que les gens qui vivent dans le centre historique, avec leurs activités et leur culture, représente une composante essentielle du patrimoine. Les Cartes de Risques et Ressources sont ainsi une méthode que le Bureau utilise pour impliquer les gens, garantissant leur participation à la programmation et réalisation de tous les projets du Schéma Directeur.

Troisième étape. Discussion, organisation, programmation

Une fois que le Comité dispose de la Carte des Risques et Ressources, il peut commencer la discussion au sujet des priorités et des actions qu'il est possible d'entreprendre. Il démarre une troisième phase qui, à la différence des deux autres phases précédentes réalisées dans un cadre temporel défini, consiste en un processus dont la durée dépendra de la réalisation des objectifs que le Comité souhaite atteindre.

La discussion et définition des priorités

Le Comité organise un premier Atelier avec tous les acteurs locaux, pour la discussion au sujet de la Carte intégrale élaborée. A ces réunions l'on invite à participer les groupes sociaux ayant été impliqués dans les visites de terrain ainsi que les institutions compétentes.

Au cours des ateliers, le conducteur et les groupes homogènes présentent les matériels élaborés au cours de la recherche de terrain. Carte intégrale, Cartes thématiques et territoriales et autres documents. Pour

compléter les informations, l'on peut utiliser tout le matériel technique disponible ou élaboré par les institutions, tels que les cartes spécialisées, les livres, brochures, moyens audiovisuels, affiches et autres, selon les possibilités.

Le produit du premier Atelier est la définition des priorités et des projets que la Communauté doit réaliser pour résoudre les problèmes. Ces projets sont identifiés en deux grandes catégories: les projets qui peuvent être réalisés de manière immédiate, avec les mêmes ressources de la communauté et les projets plus complexes, qui nécessitent le soutien des institutions et d'autres acteurs.

La production du plan d'activités

L'identification des priorités et de l'ensemble de projets permet d'élaborer un Plan d'activités du Comité. Ce plan guide toutes les phases successives de l'action et de supervision des résultats. Le plan est également l'instrument de négociation à l'extérieur de communauté.

Pour chacune des activités classées comme étant prioritaires, l'on identifiera les mesures à prendre, les membres du Comité qui seront responsables de chaque activité, et les autres interlocuteurs impliqués.

L'on analysera les ressources financières nécessaires pour la réalisation de chacun des projets identifiés et les activités pour obtenir à un autre niveau d'autres ressources nécessaires.

Pour apporter une réponse intégrée à tous les besoins et pour impliquer dans l'action le plus grand nombre de groupes ayant participé au travail, il est nécessaire que le Plan d'activité envisage des initiatives dans tous les grands camps du développement local:

- La santé et l'intégration des groupes vulnérables
- L'éducation et la formation professionnelle
- La promotion de l'environnement et amélioration de l'habitat urbain
- Les activités productives locales

Une fois le Plan élaboré, le Comité le présente aux institutions municipales chargées de la planification des ressources locales et aux institutions sectorielles compétentes (santé, éducation, agriculture, etc.). L'un des objectifs importants de cette méthodologie est qu'elle facilite la communication structurée entre les communautés et les instances responsables des processus de développement local.

Le plan élaboré sera inséré dans la planification des ressources du programme de développement territorial. De cette manière, avec la participation active des institutions municipales et régionales, il sera possible de favoriser l'adoption courante des méthodologies participatives par les institutions compétentes du territoire.

L'identification des interlocuteurs

Pour planifier ces projets, sur la base des risques identifiés, le Comité propose et établit les contacts avec les différentes institutions compétentes. Le Comité, en collaboration avec les Groupes de Travail au niveau municipal et régional, a toujours cette double fonction. D'un côté, il soutient la communauté dans l'identification des interlocuteurs responsables auxquels il doit s'adresser, et, par ailleurs, il prie les institutions compétentes de répondre à la demande de collaboration présentée.

En d'autres termes, le Comité est configuré en tant que promoteur d'un processus d'intégration, non seulement entre le groupe et les institutions spécifiques qu'il représente, mais également entre le groupe et les institutions qui opèrent à d'autres niveaux, qui devront collaborer, sur la base de ses fonctions spécifiques, à la résolution des différents besoins. Un effet positif immédiat de cette intégration consiste en l'opportunité pour les gens de se rapprocher des responsables des services, d'établir avec eux une relation directe sur la base de leurs besoins concrets et, enfin, de connaître leurs programmes et ressources. A travers ce rapprochement, la communauté apprend à formuler des demandes de services de manière précise et spécifique. La carence d'informations est une des causes d'une utilisation rare et inadéquate des services.

Un exemple colombien d'intervention dans une usine put clarifier cet aspect: les ouvriers, après l'identification des risques, ont exprimé le besoin de connaître de manière spécifique le problème vulcanologique; d'être en mesure d'utiliser et d'améliorer le système anti-incendie de l'usine et, enfin de rechercher le conseil d'un ingénieur expert dans le secteur industriel, pour réduire le bruit excessif existant dans le système de production. Le Comité a indiqué quelles étaient les institutions aptes à répondre à ces instances et a organisé avec le SENA une visite guidée à l'Observatoire National du risque vulcanologique de Manizales; a facilité la collaboration des institutions chargées de la sécurité industrielle et a enfin impliqué la Défense Civile locale qui a donné un cours sur l'utilisation des extincteurs.

Colombie. Nous, les gens du volcan. Programme de prévention de risques au Tolima, après l'éruption du Volcan Nevado del Ruiz. 1988

Pour les institutions, ce rapprochement constitue un facteur de grande importance dans la mesure où il permet de surmonter la carence de ressources, qui, souvent, conditionne également l'exécution de programmes considérés prioritaires. Pour réaliser les projets identifiés d'un commun accord, tels que les travaux d'assainissement environnemental, l'assistance aux malades, les campagnes de vaccination et autres, une institution de santé, par exemple, peut bénéficier des ressources humaines et matérielles de la communauté, qui resteraient inutilisées autrement.

Dans de nombreux cas, grâce aux discussions au sujet des différents problèmes, la communauté et les responsables des différentes institutions peuvent offrir une information correcte au sujet des problèmes spécifiques et définir dans le même temps les actions qui nécessitent l'engagement de tous pour les résoudre. En Colombie, après une information fournie par le personnel sanitaire local, les leaders d'une communauté ont réalisé en un temps record le recensement des enfants de moins de cinq ans d'âge et ont mis en place une campagne de vaccination à laquelle ils collaborèrent en fournissant les vaccins. Les services de santé de cette manière arrivent à servir une communauté de plus et la population locale est arrivée à avoir un service inaccessible auparavant.

Quatrième étape. La mise en oeuvre des projets identifiés

Grâce à toutes les activités réalisées, le Comité s'enrichit normalement avec la participation de nouveaux interlocuteurs locaux, qui se chargent de la réalisation des projets. Les représentants des institutions compétentes définissent également leurs engagements pour la réalisation des activités.

Après tout le processus de planification réalisé avec les Cartes, la communauté est toujours bien disposée à rechercher une organisation propre pour réaliser les projets composant le plan. Les formes spécifiques d'organisation peuvent varier selon la situation spécifique. Ce qui est important est qu'elles soient identifiées d'un commun accord entre la communauté et les institutions. En général, au cours des ateliers, les groupes homogènes qui ont identifié les risques et solutions spécifiques, s'organisent ensemble spontanément pour réaliser le projet identifié. Les différentes institutions devront se mettre au service de la communauté pour lui apporter une assistance technique spécialisée et l'habiliter dans les domaines dans lesquels la communauté a demandé à être préparée.

Les projets d'action immédiate

De nombreux risques identifiés dans les Cartes peuvent être affrontés, avec le soutien du Comité, en réalisant des activités immédiates, en utilisant les ressources disponibles: les ressources publiques et privées de la communauté et celles que le Programme a réservé à cette fin. Parfois, les solutions à des problèmes relativement simples s'avèrent évidentes même au cours des premières réunions ou durant les visites de terrain et, si les ressources sont disponibles, les acteurs locaux peuvent s'organiser pour les mettre en pratique.

Le manque d'hygiène dans les rues et dans l'environnement proche de la communauté, dû souvent à la négligence et à une organisation communautaire quasi-inexistante, est un grave facteur de vulnérabilité qui peut être réduit avec des ressources relativement faibles. Nettoyer une plage pour favoriser les loisirs ou le tourisme est un projet qui peut être réalisé par une association de jeunes de la communauté, avec un soutien minimal des services communaux. La propreté de certaines écoles en situation catastrophique et l'équipement en termes de jeux pour enfants peuvent constituer également un projet que la communauté réalise avec ses propres ressources et le travail volontaire. Identifier ces projets d'action immédiate fait partie de la méthodologie dans toutes les expériences réalisées.

Lorsqu'un groupe a participé à l'identification des risques qui le menacent, ses exigences deviennent claires pour lui et son intérêt lui dicte de trouver des solutions rapides en vue d'améliorer ses conditions de vie. Les communautés ont toujours répondu positivement, en mettant en oeuvre toute leur créativité et capacité pour réaliser immédiatement des actions revêtant un intérêt, identifiées avec le soutien des institutions disposées à collaborer. Ces projets se transforment presque toujours en une occasion pour planifier des initiatives plus complexes avec le secteur public. Ceci implique que chaque institution, sans s'éloigner de sa spécificité, doit être en mesure de répondre à la communauté et adapter ses programmes généraux aux besoins de ladite communauté. Les projets spécifiques qui résulteraient de cette dynamique seront différents dans chaque territoire, mais ont en commun la dynamisation des groupes sociaux et l'établissement de nouvelles relations actives avec les institutions.

Les projets complexes

Les projets complexes sont ceux que la communauté peut réaliser uniquement avec le soutien des institutions municipales ou régionales ou des institutions spécialisées. Des exemples de risques complexes sont les conditions de vulnérabilité résultant du débordement permanent d'un fleuve du territoire, en raison du manque de routes de communication, de la dégradation urbaine du centre historique, par la survenue fréquente d'une quelconque maladie, et autres. L'un des principaux aspects des discussions relatives aux risques complexes de la communauté est l'identification, par le groupe, des interlocuteurs chargés d'apporter des réponses aux problèmes et avec lesquels il est possible d'établir une relation de collaboration.

Ces projets complexes feront partie des plans de développement au niveau municipal et régional, sur la base des fonctions et des ressources disponibles pour le développement local. Les projets complexes qui résulteraient des activités des Cartes et qui ne disposeraient localement pas des ressources financières nécessaires, seront présentés aux entités de coopération opérant dans le pays, pour les inviter à contribuer à leur réalisation.

La gestion des activités

Au cours de ses activités, le Comité et le groupe de travail du programme de développement territorial assurent le rôle de supervision des résultats, en vue d'orienter l'action de la manière la plus opportune. Lorsqu'une communauté continue de programmer de nouveaux projets de développement à partir des Cartes progressivement mises à jour, cela signifie que le travail a été couronné de succès et que l'on est arrivé à établir un climat positif de changement au sein de la communauté.

Les Cartes de risques et de ressources peuvent être utilisées en tant qu'instrument de communication avec la population, pour l'informer des acquis réalisés et de ce qui reste à faire. Il conviendra de mettre à jour les cartes avec les résultats réalisés et d'organiser des rencontres d'évaluation au siège du Comité et également dans les quartiers et lieux de la communauté intéressés par les activités. L'évaluation participative permet de prendre en compte non seulement les critères courants d'efficacité dans la gestion d'un projet pour réduire la vulnérabilité d'une communauté, mais également les critères qualitatifs de la satisfaction de la population.

Pour réaliser une évaluation collective des activités, l'on peut identifier de nombreuses modalités adaptées à la situation spécifique d'une communauté. Un aspect qui s'avère toujours important est la divulgation des informations relatives aux projets en cours, qui sert aussi bien à valoriser les résultats au sein de la communauté, que pour impliquer de nouveaux acteurs externes dans les initiatives en cours. A ces fins, l'on peut utiliser les radios locales ou la télévision. L'on peut organiser des fêtes ou conférences publiques.

Quelques critères d'évaluation

Comme dans chaque intervention, de même dans l'application de la méthodologie des Cartes, il est important de définir depuis le moment de leur planification les paramètres avec lesquels l'on pourra évaluer leur efficacité. Certains critères de base à considérer, qui indiquent l'impact de la méthodologie sur le territoire, sont les suivants.

Multiplication de l'expérience

L'intérêt des autres instances et communautés pour ce qui est d'adopter la Méthodologie des Cartes est déjà en soi une donnée importante à prendre en considération. Si du point de vue théorique sur un territoire l'on arrive à réaliser les Cartes dans toutes les communautés, le niveau de participation de la population aux activités de développement local serait beaucoup plus significatif. Le nombre d'ateliers d'identification des risques et ressources organisés, peut indiquer le nombre de personnes qui dans un temps déterminé se sont rapprochées et impliquées dans un travail collectif. Dans tous les territoires opèrent des entités et associations qui cherchent à contribuer à l'amélioration des

conditions de vie de la population et trouvent dans la participation communautaire le principe de base et, dans le même temps, l'instrument pour leurs actions. Le Groupe de Travail peut charger ces entités de réaliser les Cartes dans plusieurs communautés du territoire. De cette manière, il est possible pour le Programme de laisser installée une capacité de répliquer la méthodologie même à l'achèvement du Programme. Le nombre d'entités du territoire qui ont appris à appliquer les Cartes peut constituer un autre critère d'évaluation significatif.

Les projets générés

Le nombre de projets générés par le travail des Cartes sera un autre critère important pour mesurer le degré de participation active de la communauté que l'on souhaitait encourager. L'on prendra en compte aussi bien les projets d'action immédiate que les projets plus complexes et le nombre de personnes participants à leur exécution. Le degré de participation de la part de la communauté aux actions directes pour réduire sa vulnérabilité, constitue à son tour un critère pour estimer si l'on a contribué à diffuser une atmosphère de changement et de plus grande confiance dans les institutions.

La promotion du travail associatif

Dans la production des Cartes, il est important de vérifier si l'expérience collective a entraîné la participation de tous les groupes hétérogènes d'acteurs sociaux, si elle a généré un renforcement organisationnel des groupes déjà existants et la création de nouveaux. L'organisation de la population en associations constitue un axe stratégique des programmes de développement territorial, car la population organisée peut participer à tous les espaces plus formels de concertation et aux instances de gestion du développement. Le nombre d'associations dans le domaine économique et social ayant été généré par l'activité des Cartes et le nombre de personnes concernées, tout cela constitue un important critère d'évaluation du travail. Un autre aspect est la variété de la représentativité des participants. Si les associations de producteurs ou de femmes n'ont pas

participé aux travaux, cela est l'indication d'un problème et il conviendra de déployer davantage d'efforts pour les impliquer. La diversité et la représentativité des groupes sociaux impliqués constituent un autre critère d'évaluation.

La participation des institutions

Les aspects suivants constituent des critères valides pour évaluer le niveau d'intégration qui a été atteint entre les institutions et la population:

- Le nombre d'actions communautaires dans lesquelles se trouvent la population et les responsables des institutions travaillant ensemble sur le terrain.
- L'augmentation dans l'utilisation des services et la capacité de la part des usagers à préciser leurs propres demandes en soins de santé, de formation, d'assainissement de base, et autres demandes.
- La disponibilité du personnel des services à salir des structures institutionnelles et à se rapprocher de la communauté dans ses différentes réalités, en adaptant le langage lui-même et son intervention spécifique au milieu dans lequel l'on opère et aux besoins de la communauté.

Les indices de changement

Des résultats quantifiables tels que l'augmentation du nombre d'enfants vaccinés, la diminution de la mortalité infantile et de l'incidence de maladies immuno-prévisibles, le contrôle de la diarrhée, la réduction de la malnutrition, des accidents domestiques et sur les lieux de travail, et autres, sont des témoignages de l'efficacité du travail réalisé. Ces données seront recueillies et analysées par les institutions compétentes qui, en cas de résultat positif, pourront adopter la méthodologie pour les activités courantes des services.

La consolidation du Comité communautaire

Finalement, la consolidation de la fonction du Comité local de la part de tous les groupes sociaux, son efficacité, son caractère opérationnel et le niveau d'intégration communautaire et interinstitutionnel, constitueront d'autres importants paramètres d'évaluation. La participation du Comité aux espaces de concertation dont le Programme fait la promotion (Groupes de Travail, Commissions thématiques, et autres), permet d'évaluer s'il a été possible d'articuler de manière stable les dynamiques de développement des communautés dans le cadre des processus régionaux et municipaux de développement. Etant bien organisé, le Comité peut établir des jumelages avec d'autres communautés au niveau national et international, pour partager ensemble des expériences et projets. Ces relations externes établies constituent un autre paramètre important d'évaluation du travail réalisé.